

## Animation du chantier collectif du Comité technique « Foncier et développement » sur la sécurisation du foncier agropastoral



# Objectif de ce chantier collectif du Comité

**Favoriser les regards croisés entre acteurs des territoires autour de questionnements communs.**

Dans des contextes variés, appréhender plusieurs enjeux centraux pour le Comité Foncier et analyser les pratiques des acteurs à l'échelle de territoires spécifiques :

- **Quelles stratégies efficaces sont déployées par les acteurs au niveau local, régional et national** afin d'éviter la privatisation progressive des espaces pastoraux ?
- **Quel(s) statut(s) juridique(s) et règles de gestion permettent de sécuriser** la vocation de ces espaces ?
- **Quelles évolutions législatives et modalités de gouvernance sur les territoires permettent de protéger les différents types de droits et les accords négociés** localement sur le partage de l'accès aux ressources ?
- **Quelles implications cela induit-il sur la manière dont les politiques agricoles et foncières** sont façonnées et mises en œuvre ?
- **Comment ces dernières pourraient-elles être alimentées par ces expériences ?**



# **1- Défis clés des territoires agropastoraux du Nord du Golfe de Guinée**

- Des territoires en recomposition sous l'effet des évolutions des conditions sécuritaires dans les pays sahéliens voisins
- Évolution des politiques « historiques » d'accueil de la transhumance sahélienne à des politiques de restriction
- Asymétrie croissante entre politiques de sécurisation de la mobilité entre pays sahéliens et pays côtiers



**Déclaration du Forum de haut niveau Nouakchott+10 sur le développement des élevages et la sécurisation des systèmes pastoraux en Afrique de l'Ouest et au Sahel**

**CONSIDÉRANT TOUTEFOIS QU'EN DEPIT DE CES PROGRES TANGIBLES, QUE LES CONTRAINTES LIEES AU DEVELOPPEMENT PASTORAL SE SONT AGRAVEES, NOTAMMENT :**

- 9. La pression foncière croissante liée aux facteurs démographiques et aux changements climatiques dans les espaces ruraux, pastoraux et agro-pastoraux.*
- 10. La persistance voire l'extension des grandes pathologies animales dans les zones pastorales et agropastorales.*
- 11. Le contexte sécuritaire tendu dans toute la région auquel se sont ajoutés les défis liés au COVID 19 et les répercussions de la guerre russo-ukrainienne.*
- 12. La fragilisation du principe de la libre circulation des biens et services défini dans le cadre des organisations d'intégration sous-régionale et qui devait jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de la Déclaration de Nouakchott de 2013.*
- 13. Ces différentes menaces sanitaires et sécuritaires régionales et mondiales ont conduit plusieurs pays de la région et d'Afrique de l'Ouest, Sahel et d'Afrique Centrale à prendre des mesures de restriction de la transhumance, avec des conséquences environnementales et socio-économiques considérables de part et d'autre des frontières concernées.*

# 1.1 Dynamiques des territoires et politiques foncières nationales en lien avec la transhumance transfrontalière

**Nord du Bénin** : recomposition stratégique de la gouvernance agropastorale marquée par l'hybridation entre normes coutumières et cadres formels.

- **Encadrement accru de la mobilité pastorale et la gouvernance multi-acteurs** créent à la fois des espaces de médiation et des risques de fragmentation décisionnelle.
- **Sous une forte pression foncière**, les conflits d'usage s'intensifient.
- **Les politiques de transhumance, peu cohérentes entre niveaux, et la contractualisation des relations fragilisent durablement le compromis agropastoral historique** et accentuent l'incertitude stratégique des acteurs locaux agricoles et pastoraux.
- **La nouvelle orientation politique vise à transformer le sous-secteur de l'élevage, à travers la sédentarisation des éleveurs**, et à réduire les impacts de la transhumance et l'optimisation des ressources pastorales.

**Nord du Togo** : gouvernance locale se recompose autour d'une pluralité d'acteurs et de dispositifs, traduisant une approche multi-acteurs mais aussi une fragmentation décisionnelle.

- Dans la région des Savanes au Nord-Togo, **la pression foncière, la réduction des espaces pastoraux et la dégradation des couloirs de transhumance** intensifient la compétition pour les ressources et les conflits agriculteurs-éleveurs.
- **Les réformes foncières sécurisent surtout les droits agricoles**, tandis que les politiques pastorales progressent lentement.
- **Le contexte sécuritaire durcit les mobilités et fragilise les régulations sociales traditionnelles**, tout en accentuant les tensions locales existantes persistantes.

# Dynamiques des territoires et politiques foncières nationales en lien avec la transhumance transfrontalière

**Nord du Ghana : la gouvernance foncière agropastorale** évolue d'un système coutumier pluraliste vers un champ hybride mêlant les normes traditionnelles, le marché foncier et l'État.

La contractualisation et formalisation des droits fonciers renforcent les élites locales tout en fragilisant les jeunes, les femmes et les transhumants.

**La pression démographique et climatique** accroît la concurrence agriculture-élevage et provoque l'escalade des conflits agropastoraux.

**Les réformes foncières** marginalisent les droits considérés comme secondaires, notamment les droits pastoraux, ce qui alimente les exclusions sociales et les tensions identitaires, affaiblissant ainsi la cohésion territoriale. Ces dynamiques redéfinissent les pouvoirs locaux, les mécanismes de régulation et les perspectives de coexistence pacifique entre les activités productives dans les espaces ruraux.

**Nord de la Guinée : la gouvernance foncière agropastorale** s'oriente vers un modèle hybride combinant les règles coutumières, les dispositifs administratifs et les compromis locaux, ce qui accroît les chevauchements institutionnels et l'incertitude des arbitrages.

**La pression foncière et l'essor des investissements agricoles et miniers** accélèrent l'individualisation et la marchandisation des droits.

**La reconfiguration des espaces pastoraux** complexifie les mobilités du bétail et les négociations pour l'accès aux ressources. Dans ce contexte, les concurrences d'usages, les inégalités sociales et le changement climatique renforcent les vulnérabilités et fragilisent les relations agropastorales.

# Nord RCI : exemple du Bounkani en pleine recomposition

Des **migrations successives** facteurs de déstabilisation, de tensions sur les ressources et des infrastructures et de recomposition nécessaire des dynamiques locales

**Faiblesse de l'intégration entre communautés hôtes et demandeurs d'asile** (peu d'organisations mixtes)

Des **tensions foncières fortes** avec des enjeux en termes de concertation/ négociation/ ingénierie sociale

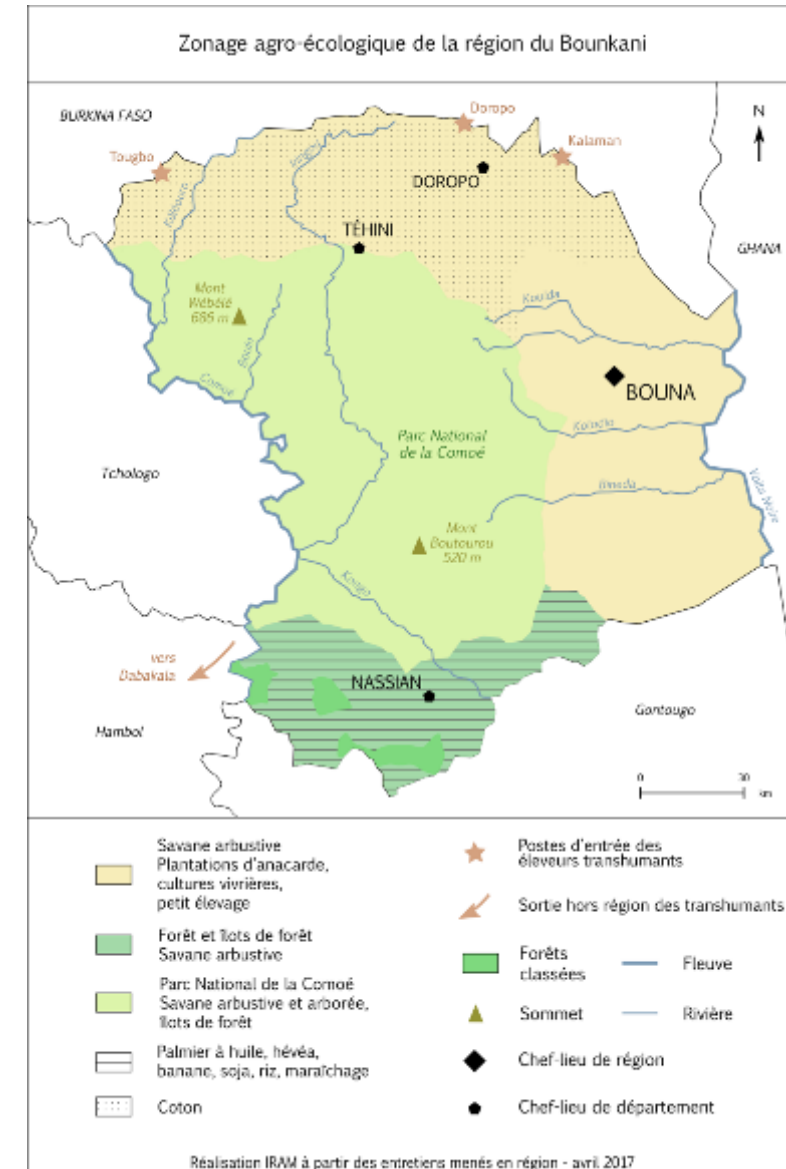
Le **manque d'eau** (potable et agro-pastorale), source de conflits et qui limite fortement le développement d'activités économiques potentiellement porteuses

Problème de pérennisation des aménagements hydrauliques, pastoraux...

**L'extension des cultures pérennes**, à visée d'exportation, qui modifie l'occupation de l'espace et suscite des tensions foncières accrues et des risques potentiels sur l'approvisionnement en denrées alimentaires

**L'enclavement des villages**, contraintes fortes pour l'écoulement des productions et **faiblesse de la transformation et des capacités de stockage et de conservation**

Faible accès au financement (banques ou microfinances) et manque de perspectives pour les jeunes

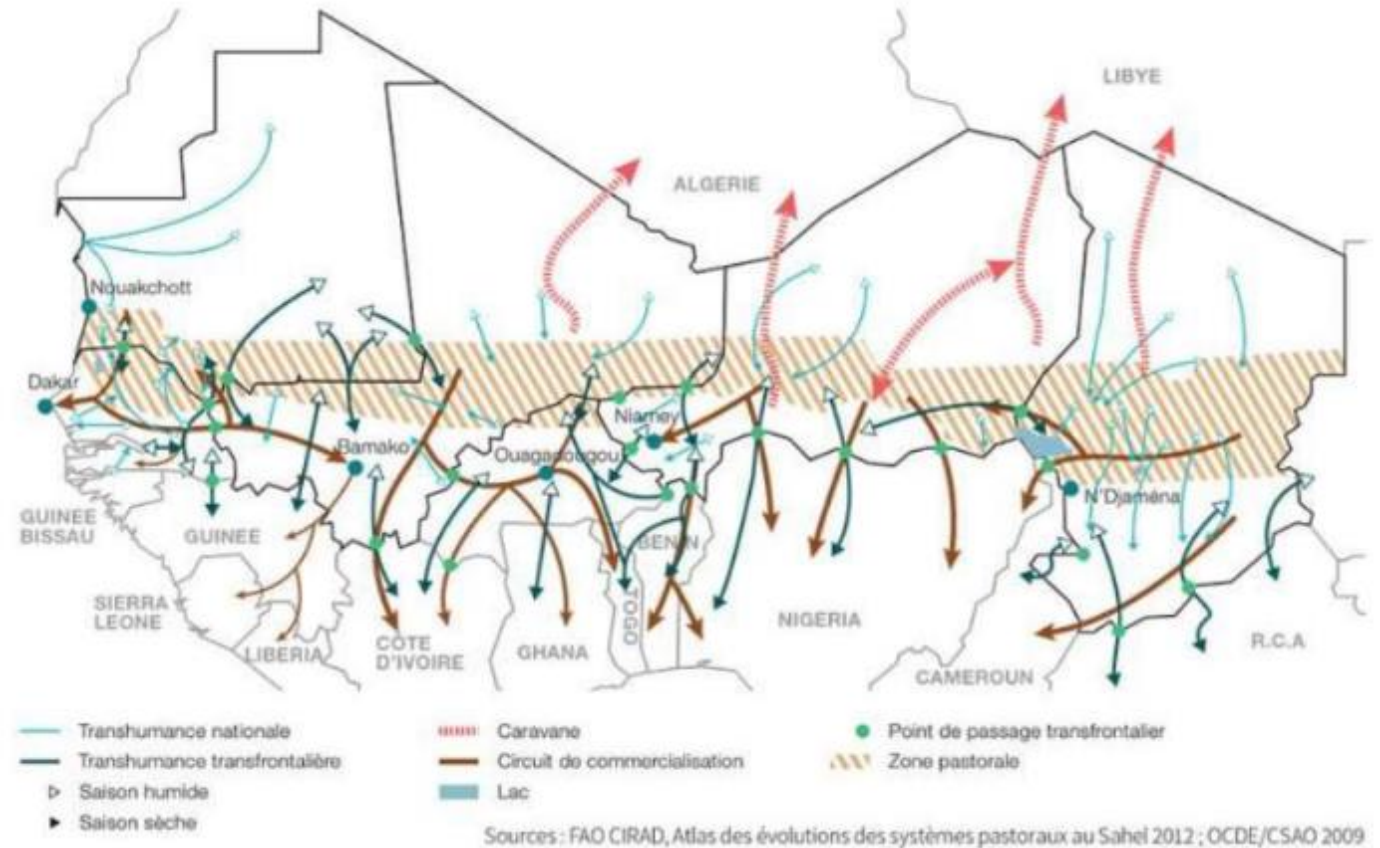




**1.2 La notion de territoire constitue un enjeu stratégique qui nécessite d'être discuté et reste à clarifier**

# 1.3 Orientations de ces travaux

- **S'inscrire sur la base d'études de cas approfondies de territoires agropastoraux en mutation** et soumis aux évolutions des mobilités pastorales dans la région
- **Analyser finement les dynamiques en cours, les logiques d'acteurs à l'œuvre**
- **Examiner les effets des approches de sécurisation et d'aménagement promues** par les acteurs au niveau local (organisations socio-professionnelles, collectivités territoriales, projets publics ou privés)
- **Evaluer l'effet de la mise en œuvre à plus grande échelle des politiques publiques.**



# 1.4 Spécificité et valeur ajoutée de ce chantier

- **Positionner l'innovation analytique et opérationnelle sur les enjeux de gouvernance territoriale et foncière dans la partie nord des pays du Golfe de Guinée** au cœur de l'étude ;
- **Anticiper et mieux comprendre des dynamiques territoriales** encore insuffisamment intégrées aux cadres d'analyse et d'action publique ;
- **Recentrage géographique** qui oriente l'attention vers les zones septentrionales des pays côtiers où les dynamiques sont cruciales à plusieurs titres ;
- **Une approche combinée du foncier, de la sécurité et de la gouvernance**, basée sur l'analyse des intérêts et des jeux d'acteurs autour des ressources naturelles ;
- **Une analyse multi-niveaux de la gouvernance territoriale attentive aux chevauchements normatifs entre les droits coutumiers, les cadres juridiques formels et les instruments de gestion foncière locale** ;
- **La mise en visibilité de dynamiques foncières jusqu'ici peu documentées caractérisées par des reconfigurations silencieuses de l'accès à la terre, une pression croissante sur les espaces communs.**

## Une valeur ajoutée stratégique pour l'action publique et les dispositifs de prévention, en permettant notamment de :

---

- (i) **Circonscrire et qualifier les zones de fragilité** avant leur basculement en crises ouvertes ;
- (ii) **Fournir des outils d'anticipation et d'aide à la décision** à destination des institutions locales, des pouvoirs publics et de leurs partenaires ;
- (iii) **Alimenter de manière structurée les débats** sur les enjeux clés de la décentralisation, des politiques et réformes foncières, et de la gouvernance locale en contexte de crise et d'insécurité.

En **inscrivant la réflexion collective dans une écoute active des priorités stratégiques portées par les organisations de la société civile**, telles qu'exprimées et consolidées dans la Déclaration de Nouakchott +10



# Intérêt de ce chantier pour les organisations pastorales et les institutions publiques de ces régions

**Prendre en compte des grands défis de la gouvernance du foncier agropastoral** dans la région et en particulier dans les territoires des pays concernés

**Engager et soutenir des dynamiques alignées avec la stratégie régionale de développement des élevages et de sécurisation des systèmes pastoraux** telle que portée par les acteurs régionaux et consacrée par la Déclaration de Nouakchott +10.

**Des opportunités à fort impact offertes à travers les objectifs de ce chantier d'animation.** Dans le cadre de l'élaboration de cette proposition, des concertations ont été menées avec nos partenaires des Organisations Pastorales Régionales (OPR).

Ces derniers identifient ce chantier comme **un levier stratégique pour décliner et traduire concrètement, à l'échelle de territoires ciblés, les engagements issus de Nouakchott+10**, en vue d'en assurer une mise en œuvre effective et mesurable.

# NK+10

<b>Note de position des acteurs de la société civile (atelier d'Abidjan, octobre 2024)</b>	<b>Déclaration de Nouakchott+10 (conférence de Haut Niveau de Nouakchott+10, novembre 2024)</b>
<i>« Renforcer les complémentarités entre agriculteurs, agropasteurs et pasteurs au niveau des territoires, en valorisant les apports de chaque système de production à l'économie locale.»</i>	<i>« Améliorer la gouvernance des territoires des ressources naturelles essentielles à la production et à la résilience des systèmes d'élevage.»</i>
<i>« Restaurer l'entente entre les communautés, soutenir les initiatives contribuant au renforcement des liens sociaux et économiques entre celles-ci et mettre à la disposition des agriculteurs et des éleveurs des outils de défense de leurs droits. »</i>	<i>« Renforcer des dialogues inclusifs nationaux et transfrontaliers sur l'amélioration de la gouvernance des ressources agro-pastorales et le renforcement des complémentarités entre agriculture et élevage au bénéfice des économies locales, de la paix et de la sécurité dans les territoires.»</i>
<i>« Sécuriser de manière durable le foncier agropastoral pour sanctuariser la vocation des aires de pâturages, les infrastructures pastorales et leur accès, à travers l'amélioration du fonctionnement des instances de gouvernance du foncier et la mise en œuvre d'outils de sécurisation juridique.»</i>	<i>« Les organisations et associations d'éleveurs et d'agriculteurs proclament leur volonté de renforcer leur rôle dans la mise en œuvre des services destinés à leurs membres, dans la facilitation d'un dialogue multi-acteurs pour la refondation du pacte social entre les communautés et dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques. »</i>
<i>« Les organisations professionnelles régionales (OPR) et leurs organisations membres s'engagent à prendre pleinement part à la préparation et à la mise en œuvre de cette Déclaration Nouakchott+10 en mettant à disposition leur expérience et leurs réseaux d'organisations de base dans les territoires concernés.»</i>	



## Opérationnaliser les engagements NK+10 dans les territoires concernés par ce chantier

- Les deux OPR membres du consortium, APESS et RBM, s'inscrivent pleinement dans une logique d'alignement stratégique visant à **opérationnaliser et territorialiser les engagements de Nouakchott+10** à travers les actions et les dispositifs portés par leurs organisations membres.
- Comment ce travail dans quelques territoires en transition peut-il **permettre aux acteurs locaux de mettre en œuvre de telles recommandations** en phase avec les réalités de leur territoire et de la diversité des acteurs concernés?



## 2- Méthodologie du chantier sur la sécurisation du foncier agropastoral

## **2.1 Méthodologie en deux approches/échelles successives**

### **ÉTAT DES LIEUX COMPARATIF DE CINQ TERRITOIRES SUR BASE DOCUMENTAIRE**

- Une analyse ciblée et comparative de cinq territoires septentrionaux de pays côtiers.

### **ÉTUDES DE CAS APPROFONDIES AVEC LES ACTEURS DANS DEUX TERRITOIRES.**

- Deux études de cas approfondies en animant les analyses avec les acteurs de ces deux territoires. Sur la base du diagnostic stratégique transversal de la phase précédente, des critères de sélection seront définis afin de choisir plus finement deux territoires agropastoraux.

## 2.2 Etat des lieux comparatif de cinq territoires

- (i) **Une revue de littérature sur l'ensemble des situations des pays du golfe de Guinée** : Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire et Guinée. Cette revue de littérature mobilisera un large éventail de publications issues de centres de recherche locaux, régionaux et internationaux, d'Universités des pays du Golfe de Guinée et du Sahel, de think tanks, d'organisations internationales, d'institutions spécialisées, d'organisations socioprofessionnelles et d'ONG actives sur le terrain. L'analyse documentaire combinerà l'exploitation de bases scientifiques accessibles en ligne et l'apport de ressources partagées par des experts disposant d'une expertise avérée sur les enjeux analysés.
- (ii) **Pour chacun des pays concernés, un état des lieux sera réalisé afin d'analyser les dynamiques internes, les interactions, ainsi que les tensions** liées à la gestion des espaces agropastoraux et à la transhumance transfrontalière.
- (iii) **Analyse de ces dynamiques au regard de l'évolution des politiques foncières** agropastorales de chacun des pays.
- (iv) **Attention particulière portée aux mutations observées dans les territoires transfrontaliers**, notamment aux facteurs de pression liés aux dynamiques transfrontalières.
- (v) **Elaboration d'un document d'analyse synthétisant l'état des lieux** des territoires et des politiques foncières nationales.
- (vi) **Organisation d'une réunion dédiée à la présentation et à la discussion des résultats** avec les membres du Comité.
- (vii) **Structuration de la démarche et précision des analyses à conduire dans les territoires sélectionnés** pour les études de cas approfondies, menées en concertation avec les acteurs concernés.

## 2.3 Etudes de cas pour alimenter le dialogue multi-acteurs dans deux territoires

**La démarche s'articulera en plusieurs étapes :**

- (i) **Préparation à distance**, fondée sur l'exploitation des documents collectés auprès des OP, des projets, des partenaires institutionnels des pays, des institutions de recherche.
- (ii) **Analyse de la dynamique agraire de ces deux espaces, confrontés à la transhumance transfrontalière et en pleine recomposition**, menée à travers des entretiens avec les acteurs des territoires (acteurs institutionnels publics, autorités, collectivités territoriales, organisations de la société civile, différentes catégories d'usagers des ressources, populations autochtones, demandeurs d'asile, hommes et femmes, jeunes...).
- (iii) **Analyse des pratiques des acteurs de la gouvernance du foncier agropastoral dans chaque territoire** : examen de leurs postures favorables ou défavorables, au renforcement des liens agriculture et pastoralisme, à travers l'approfondissement des situations conflictuelles ou, à l'inverse de pratiques négociées ou d'alliance à promouvoir.
- (iv) **Analyse des pratiques des acteurs de la gouvernance et de la gestion du foncier agropastoral**, ainsi que des mécanismes de renforcement des complémentarités agriculture et pastoralisme.
- (v) **Identification des éléments et leviers stratégiques** susceptibles de contribuer à l'opérationnalisation de Nouakchott+10.
- (vi) **Définition d'orientations stratégiques visant à renforcer l'action des OPR.**



## 2.4 Plan de travail

1. **Lancement** (la réunion d'aujourd'hui) ;
2. **Revue de la littérature, de production d'un état des lieux de cinq territoires et de formalisation du cadre d'animation et d'analyse dans deux territoires** retenus pour la conduite d'études de cas approfondies. Une réunion sera programmée avec les membres du Comité pour restituer les résultats de ces travaux ;
3. **Travail de terrain centré sur la réalisation des études de cas portant sur les territoires ciblés** : cette étape sera marquée par l'organisation de restitutions dans les pays concernés et d'une présentation détaillée des résultats de chaque étude de cas aux membres du Comité ;
4. **Rédaction et validation des livrables** (études de cas devant faire l'objet d'une publication dans la Collection « Regards sur le foncier » et ouvrage collectif);
5. **Restitution des résultats** des travaux dans les pays ayant fait l'objet d'études de cas, ainsi qu'au niveau international (format webinaire).

# 2.5 Chronogramme détaillé de l'ensemble du processus entre février 2026 et janvier 2027

	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février
<b>1. Phase de lancement et cadrage</b>													
1. Réunion de démarrage du chantier et constitution du groupe de référents	■												
<b>2. Phase de revue de la littérature, état des lieux de cinq territoires et formalisation du cadre d'analyse approfondi pour les animations dans les deux territoires</b>													
i. Revue de la littérature et production d'un état des lieux des connaissances sur cinq territoires ciblés	■												
ii. Proposition et formalisation du cadre d'animation et d'analyse pour les deux études de cas approfondies sur le terrain	■												
iii. Elaboration de la synthèse et restitution		■											
<b>3. Phase de terrain - études de cas approfondies sur 2 territoires en mutation</b>													
i. Analyse de la littérature spécifique aux territoires retenus et préparation méthodo pour la collecte des données			■										
ii. Concertations et collecte des données dans les deux territoires retenus			■										
iii. Atelier de restitution "à chaud" dans les territoires avec appui des OP (résultats des études de cas, mise en évidence des bonnes pratiques et des innovations par les acteurs, discussion sur un plan d'actions du territoire en faveur de NKT+10)			■										
iv. Analyse des données collectées				■									
v. Restitution des études de cas, mise en commun des similitudes et différences (regards croisés) en présence des acteurs institutionnels des pays, personnes-ressources + personnes des territoires					■								
<b>4. Phase de rédaction, synthèse et validation des livrables produits</b>													
i. Rédaction d'une synthèse des enjeux sur la sécurisation du foncier agropastoral dans le Golfe de Guinée						■	■	■					
ii. Rédaction et validation des livrables (Regards sur le foncier, ouvrage collectif)								■	■				
<b>5. Phase de mise en discussion élargie des résultats, analyses, synthèse et restitutions</b>													
i. Restitution de la synthèse et propositions de pistes d'action (1 atelier régional) avec appui des OP								■					
ii. Restitution des travaux au niveau international (format webinaire)										■			

## 2.6 Organisation de l'équipe et du consortium



iram



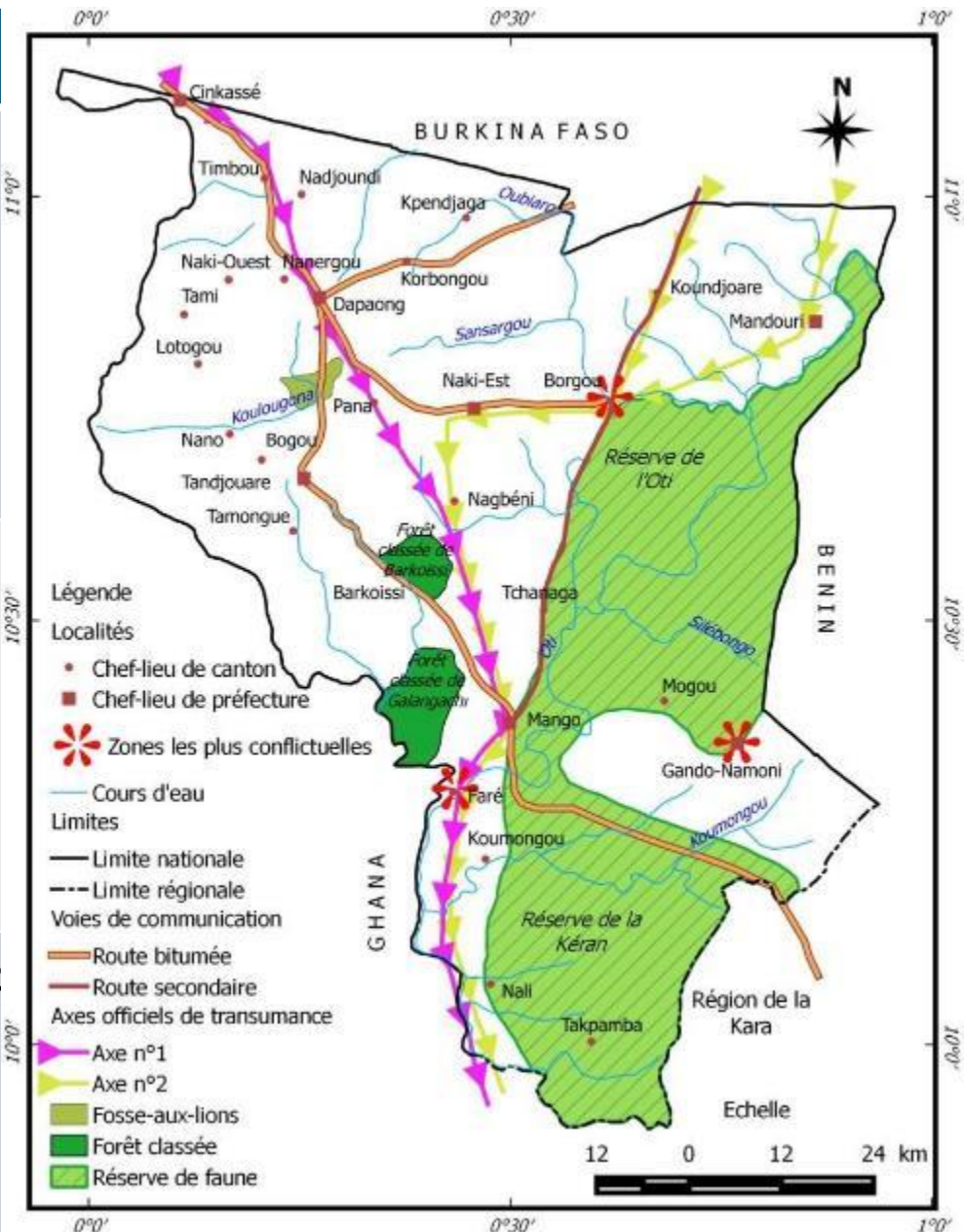


## **Présentation synthétique des études de cas pré-identifiées**

- **Cas 1 : Territoire du Nord de la Côte d'Ivoire**
- **Cas 2 : Territoire du Nord du Togo**

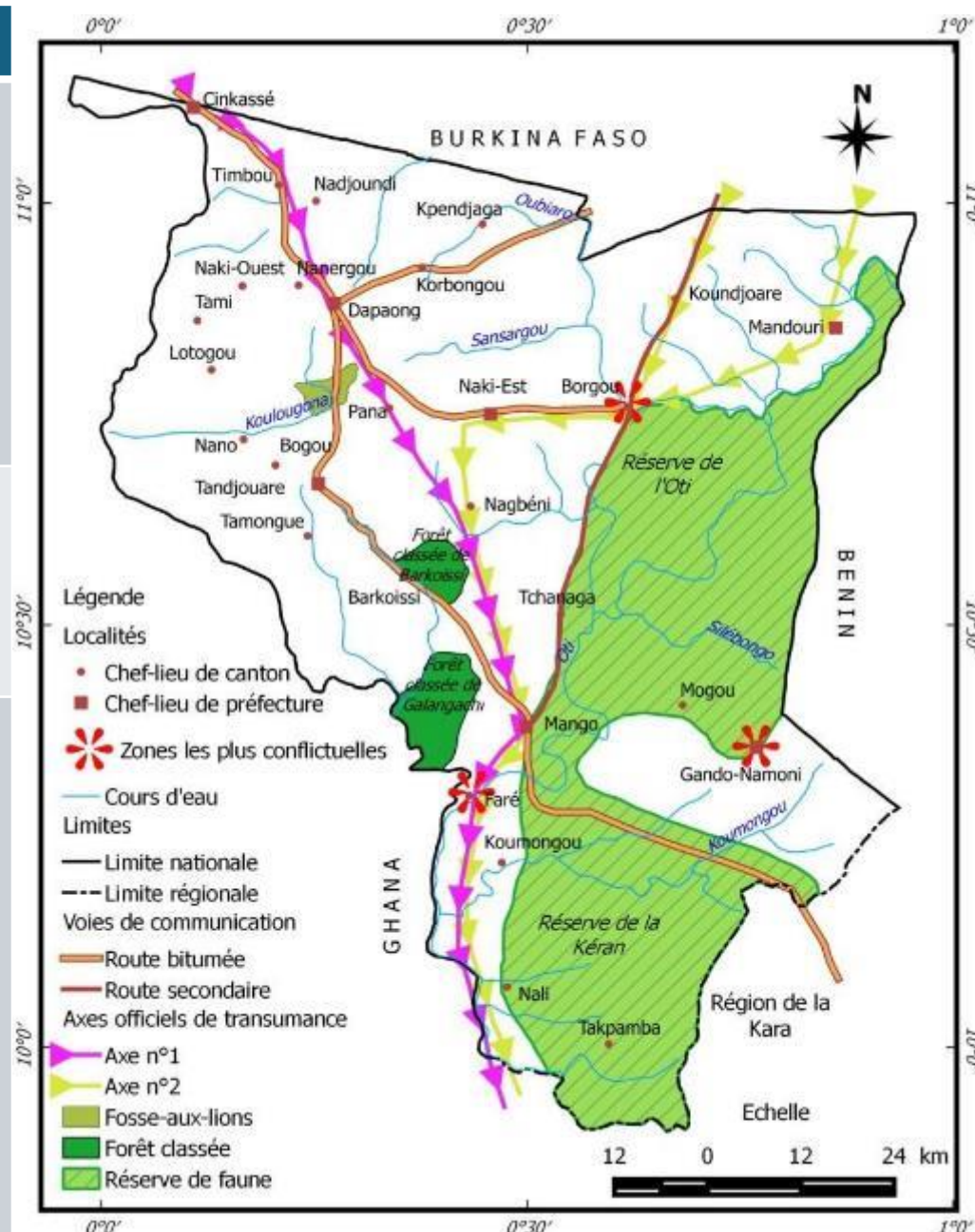
# Cas 2 : Territoire du Nord du Togo, Région des Savanes

Enjeux	Description
<b>Dynamiques migratoires</b>	Flux saisonniers importants de troupeaux provenant surtout du Sahel et entrant par le nord du Togo. ( <a href="#">Revue Géographie Ouaga</a> )
<b>Conflits d'usage</b>	Principalement entre pasteurs transhumants et agriculteurs locaux autour de ressources rares (pâturage, eau). ( <a href="#">Revue Géographie Ouaga</a> )
<b>Pressions foncières</b>	Tensions accrues sur les terres avec de impacts environnementaux et sociaux.



# Cas 2 : Territoire du Nord du Togo, Région des Savanes

Enjeux	Description
<b>Politiques foncières nationales</b>	Cadres souvent insuffisants ou mal appliqués pour anticiper et accompagner l'intégration de ces mouvements dans les systèmes de gouvernance territoriale. ( <a href="#">Bibliocilss</a> )
<b>Initiatives de gestion territoriale</b>	Approches participatives proposées, mais nécessitant plus de ressources et de coordination régionale. ( <a href="#">FAOHome</a> )
<b>Sociétés locales et foncier</b>	Les systèmes de tenure foncière dans cette région combinent des droits coutumiers (collectifs) et des législations nationales — ce qui parfois crée des interprétations contrastées et des incertitudes sur les droits d'usage pour les transhumants



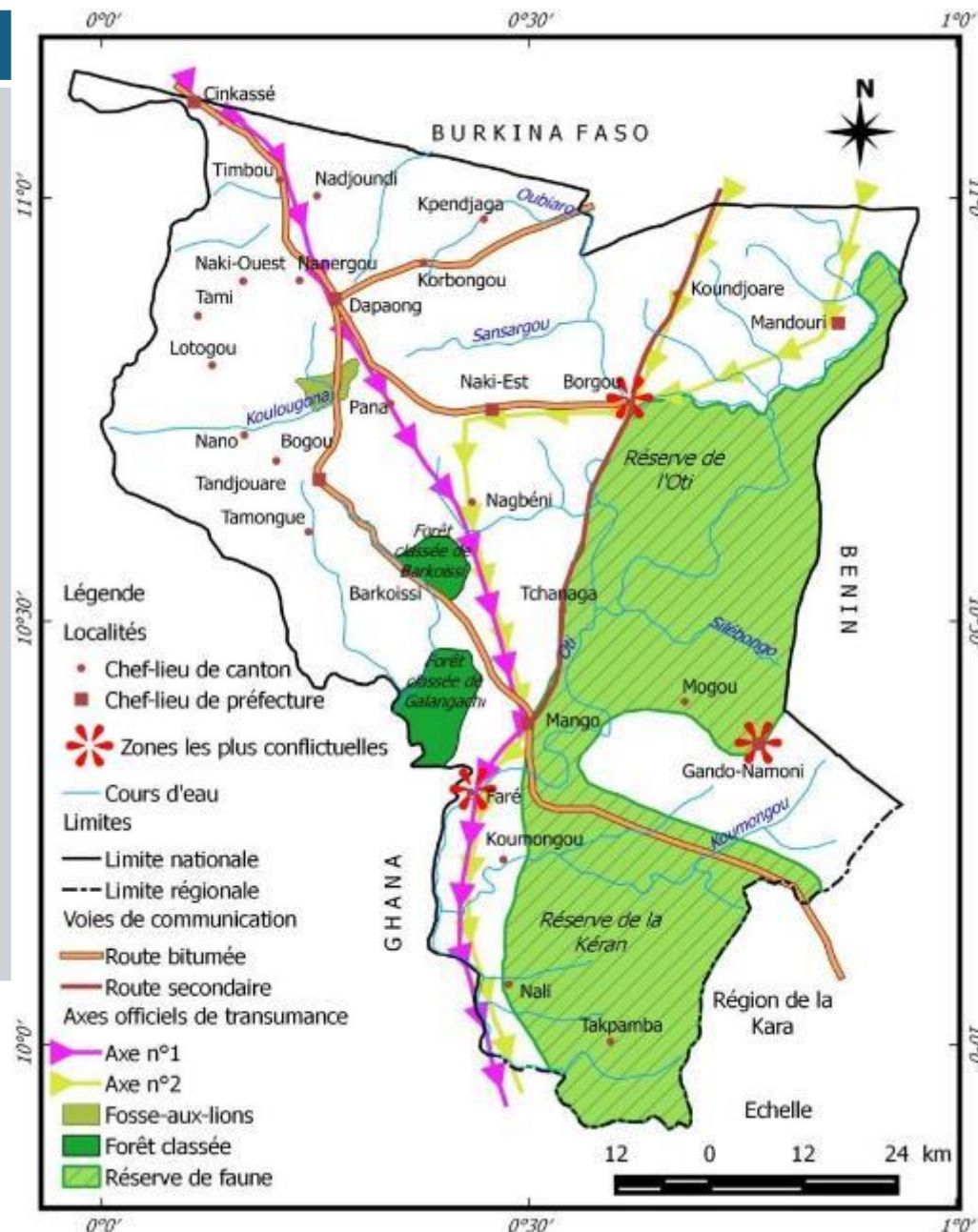
# Cas 2 : Territoire du Nord du Togo, Région des Savanes

## Enjeux

## Description

## Sécurité et contexte sociopolitique

- Au nord du Togo, la région des Savanes fait également face à des enjeux sécuritaires (insécurité armée liée à la région sahélienne) qui compliquent la situation territoriale et foncière.
- Cela peut accroître la perception négative de certains éleveurs transhumants, alimentant des tensions foncières déjà existantes.





---

**Merci pour votre attention et vos contributions  
à la conception de ce chantier collectif**